

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C)

N° DE MARCHE : 012.1/2025

Nom de l'organisme : <i>UGECAM D'ALSACE</i>	Pouvoir Adjudicateur représenté par : <i>Madame Delphine GENATIO – Directrice Général par intérim</i>
Adresse : 10 avenue Achille Baumann – BP 70104	Code postal : 67403
Ville : ILLKIRCH CEDEX	Pays : FRANCE
Téléphone : 03 90 40 62 44	Plateforme de dématérialisation : https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise
Site Internet : www.ugecam-alsace.com	

OBJET DU MARCHE :

Travaux de mise en sécurité incendie et travaux annexes (Chauffage – ventilation – désenfumage – plomberie) au centre médical - LALANCE (68)

REMISE DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE EXCLUSIVEMENT

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : Le 27 février 2026 à 15h00

DATE LIMITE DE RECEPTION DES QUESTIONS : Le 18 février 2026 à 15h00

Table des matières

ARTICLE 1	Objet et caractéristiques du marché	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Allotissement et estimation	3
1.3	Classification CPV	4
1.4	Procédure utilisée et forme du marché.....	4
1.5	Durée du marché	4
1.6	Délai de validité des offres	4
1.7	Variantes.....	4
1.8	Modification du détail du dossier de consultation	4
1.9	Demande de dossier de consultation	5
1.10	Forme juridique du groupement	5
1.11	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
ARTICLE 2	Contenu du dossier à remettre par les candidats	5
2.1	Pièces constitutives de la candidature	5
2.2	Pièces constitutives de l'offre	10
2.3	Précisions sur la sous-traitance	11
ARTICLE 3	Conditions de remise de la réponse par voie dématérialisée	12
3.1	Conditions de remise des plis dématérialisés.....	12
3.2	Conditions de remise d'une « copie de sauvegarde »	12
3.3	Plis sous format papier à partir du 1 ^{er} Octobre 2018	12
ARTICLE 4	Critères de sélection des candidatures et des offres	13
4.1	Sélection des candidats	13
ARTICLE 5	Négociations.....	14
ARTICLE 6	Attribution et notification.....	15
6.1	Documents à remettre avant attribution	15
6.2	Notification du marché	15
ARTICLE 7	Obligation de visite	16
ARTICLE 8	Renseignements complémentaires.....	16
ARTICLE 9	Recours	17

ARTICLE 1 Objet et caractéristiques du marché

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la rénovation de la mise en sécurité incendie et travaux annexes au centre médical de LALANCE (68).

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) applicable à chaque lot du présent marché.

1.2 Allotissement et estimation

La présente consultation correspond à la relance du lot n°6, déclaré infructueux lors de la consultation initiale relative à l'opération de travaux de mise en sécurité incendie et travaux annexes au centre médical - LALANCE (68). La consultation initiale était décomposée en 7 macro-lots, dont seul le lot n°6 fait l'objet de la présente relance.

À ce titre, le présent marché est non alloti et porte exclusivement sur :

Lot n°6 – Chauffage – ventilation – désenfumage – plomberie

Le montant estimatif du lot n°6 est évalué à **250 000 € HT**.

Cette estimation n'est pas contractuelle et n'engage pas l'UGECAM Alsace, qui ne saurait être tenue pour responsable du dépassement ou de la non-atteinte de ce montant.

Les autres lots de l'opération ont été attribués dans le cadre de la consultation initiale et **ne sont pas concernés par la présente consultation**.

À titre informatif, la consultation initiale comprenait les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Installation de chantier échafaudage – curage – structure – étanchéité
02	Menuiserie extérieure aluminium – serrurerie/métallerie
03	Menuiserie intérieure bois – signalétique intérieure
04	Cloison – plâtrerie – plafonds – peinture
05	Revêtements de sols souple & dur – faïence
06	Chauffage – ventilation – désenfumage - plomberie
07	Electricité

Seul le lot n°6 fait l'objet de la présente relance.

1.3 Classification CPV

Code CPV principal :

- 45331000-6 Travaux de chauffage, de ventilation et de climatisation

Codes CPV complémentaires :

- 45331210-1 désenfumage
- 45332200-5 plomberie
- 45343000-3 – Travaux d'installation de systèmes de protection contre l'incendie

1.4 Procédure utilisée et forme du marché

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée. Il est soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du Code de la commande publique, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général (JO du 27 juillet 2018).

Le marché est régi par le CCAG Travaux et le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Les spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint.

1.5 Durée du marché

Le planning du marché est présenté en annexe aux CCTP.

1.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date de remise des offres.

1.7 Variantes

Les **variantes** libres à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

1.8 Modification du détail du dossier de consultation

L'UGECAM ALSACE se réserve le droit d'apporter, au plus tard **15 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

1.9 Demande de dossier de consultation

Le dossier de consultation sera exclusivement téléchargeable sur le profil acheteur / plateforme de dématérialisation PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

1.10 Forme juridique du groupement

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

1.11 Modalités essentielles de financement et de paiement

Paiement par virement administratif sous 30 jours à réception de facture.

Budget : FNA

ARTICLE 2 Contenu du dossier à remettre par les candidats

Tous les documents, constituant ou accompagnant l'offre, doivent être rédigés en français, ou être accompagnés d'une traduction en français. Les prix seront exprimés en euros.

Le dossier devra comprendre les documents listés ci-dessous.

2.1 Pièces constitutives de la candidature

Le candidat devra choisir, afin de formaliser sa candidature, l'une des deux modalités suivantes, à l'exclusion l'une de l'autre :

- Modalité N°1 : Fournir les documents de la candidature attendus, visés au point 2.1.1 du présent règlement de la consultation, par référence à l'article R2143-3 CCP.
- Modalité N°2 : Fournir un Document Unique de Marché Européen (DUME), dans les conditions prévues au point 2.1.2 du présent règlement de la consultation, par référence à l'article R2143-4 CCP.

I. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

La candidature comporte les documents, suivants datant de **moins de trois mois** :

1/ Une lettre de candidature (imprimé **DC 1**, ou équivalent) disponible sur le site du Ministère de l'Economie à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2/ Une déclaration du candidat (imprimé **DC 2**, ou équivalent) disponible sur le site du Ministère de l'Economie à l'adresse suivante

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

pour chaque candidat qui serait signataire du marché. La dernière version de ce formulaire intègre les déclarations sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L2141-4. CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

3/ Les documents adéquats relatifs aux pouvoirs de la personne signataire des documents susmentionnés, habilitée pour engager le candidat

4/ La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire

Tous les fichiers transmis au format Excel dans cet appel d'offres devront être renvoyés dans l'offre au même format. Ces documents devront tout de même être signés.

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, il est vivement conseillé aux candidats de s'inscrire sur la plateforme de dématérialisation. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à l'UGECAM ALSACE. Le candidat est donc réputé avoir été informé que l'UGECAM ALSACE est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services de l'organisme.

Le dépôt de la candidature et des offres transmis par voie électronique fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid (GMT+01:00).

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :

- .pdf
- .doc, docx ou .rtf
- .xls, xlsx
- .ppt ou pptx
- .jpg ou .jpeg.

Il est demandé aux candidats de :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Les annexes au format « xls et xlsx » seront impérativement transmises complétées pour faciliter l'analyse des offres et éviter des recopiations d'informations avec les risques d'erreurs que cela comporte. La trame ne devra pas être modifiée, l'annexe devra correspondre au fichier transmis signé.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le site de dématérialisation ou l'UGECAM ALSACE fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Les fichiers remis devront être nommés de préférence comme suit :

- Candidature - Nom du fichier
- Offre - Nom du fichier

Les plis dématérialisés ne dépasseront pas 200 MO.

Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux, de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans un zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

La plate-forme de dématérialisation vous permet de vérifier la configuration de votre ordinateur grâce à une fonction de diagnostic de présence des pré-requis et de tester la fonctionnalité de remise des offres. Il vous est fortement recommandé de vérifier votre configuration informatique et de réaliser les tests nécessaires avant d'engager la remise des offres réelles.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Copie de sauvegarde :

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (adresse postale de l'acheteur figurant en point 25 du présent RC).

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté,
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde lui soit parvenue dans les délais.

Il est fortement recommandé d'adresser cette copie de sauvegarde, car elle n'engendre pas de réel surcoût ni charge de travail supplémentaire pour les candidats et permet de parer à toute éventualité. Pour éviter tout risque de virus informatique, l'UGECAM ALSACE préconise la remise d'une copie de sauvegarde papier.

Néanmoins la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

II. DOCUMENTS LIES AUX CAPACITES PROFESSIONNELLES, FINANCIERES ET TECHNIQUES

Le candidat fournira les informations et documents suivants :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. *(Si la date de création du candidat est inférieure à 3 ans, le candidat peut prouver sa capacité financière par d'autres moyens que la production de chiffres d'affaires et notamment par une déclaration appropriée de banque (cf. art 1^{er} de l'arrêté du 28 août 2006 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs) ;*

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant le matériel, les outils et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution des prestations.

NOTE IMPORTANTE :

- a) **En cas de candidature groupée**, conformément à l'article R2143-12 CCP, les mêmes documents seront produits par chacun des cotraitants. Un courrier ou le DC1 indiquera précisément la nature du groupement (conjoint ou solidaire) et la désignation du mandataire.
- b) **En cas de sous-traitance déjà connue** : pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents que ceux exigés pour sa propre candidature selon la procédure qu'il a retenue pour la transmission de ces propres éléments de candidatures. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou de ces sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit du ou des sous-traitant(s) en transmettant un formulaire DC4 complété par sous-traitant.
- c) **Opérateur économique nouvellement créé** : si les informations sur les chiffres d'affaires, les effectifs ou les références ne sont pas disponibles, soit parce que l'entreprise a été récemment créée soit pour un autre motif justifié, le candidat est autorisé à prouver sa capacité professionnelle, technique et financière par tout autre document dont l'UGECAM ALSACE appréciera le caractère approprié eu égard à l'objet du marché.
- d) En application de l'article R2143-13 CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un **système électronique de mise à disposition d'informations** administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit
- e) **« Dites-le nous une fois »** : en application de l'article R2143-14 CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valable. Pour ce faire, le candidat devra fournir à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant la nature de documents fournis ainsi que l'objet et le numéro de la consultation antérieure.

Candidature hors Document Unique de Marché Européen (DUME) :

Les soumissionnaires doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du Groupement et indiquera la nature conjointe ou solidaire du groupement.

En cas d'attribution du marché public à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par chaque membre du groupement lors de la phase d'attribution.

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 ou équivalent, dûment rempli, et daté.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) :

A ces deux formulaires (DC1 et DC2), le candidat peut substituer le DUME ou le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Le DUME est uniquement disponible au format dématérialisé.

Le e-DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.

Il permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
- D'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
- D'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
- Récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.
- Sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

Dans le cadre de la présente consultation, le candidat qui souhaite utiliser le e-DUME devra impérativement le compléter sur le profil d'acheteur de l'UGECAM ALSACE dans le cadre de sa réponse électronique sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat :

Les soumissionnaires transmettront les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitude et capacités :

- Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire
 - Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
 - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
 - Certificats de qualifications professionnelles ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat
 - Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés
 - Attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle concernant la couverture de la prestation concernée par le présent marché
- Ou remplir le DUME ou le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le KBIS, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Transmission des justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités du candidat :

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Conformément aux dispositions de l'article 53 du décret relatif aux marchés publics, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra, en revanche, fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

Complétion/régularisation du dossier de candidature

En vertu de l'article R2144-2 CCP, « l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. »

Les demandes de compléments aux dossiers de candidature constituent une simple faculté de l'acheteur et non un droit pour les candidats.

2.2 Pièces constitutives de l'offre

Le soumissionnaire devra impérativement fournir les éléments suivants :

- 1) **L'acte d'engagement (ATTRI1)** dûment rempli *
- 2) **La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)** complétée par le soumissionnaire ;
- 3) **Le mémoire technique** devra être structuré en chapitres distincts, chacun traitant d'un aspect précis de la prestation attendue.
 - **Une présentation détaillée de l'entreprise**, incluant notamment sa structure, ses moyens humains et techniques, ses références similaires, ainsi que les certifications ou labels éventuellement détenus ;
 - **Un développement spécifique pour chaque critère de jugement des offres**, tel que défini à l'article 4 du présent document. Chaque chapitre devra répondre de manière argumentée aux exigences liées à ces critères.

L'objectif de ce mémoire est de permettre au pouvoir adjudicateur **d'évaluer la qualité de l'offre sur la base d'éléments techniques**, objectifs et comparables, conformément aux principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats.

- 4) **Le certificat de visite obligatoire pour tous les lots.**
- 5) **Un RIB**

** Nota : lors de la remise de l'offre initiale, ces documents peuvent être signés électroniquement ou non. Le pouvoir adjudicateur encourage la signature électronique dès la remise de l'offre initiale.*

Conformément à l'article R2152-2 CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'autoriser tous les soumissionnaires à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que les offres ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Conformément à l'article R2152-1 CCP, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées.

Observations :

Le candidat joindra avec son mémoire technique et son offre les fiches techniques demandées qui préciseront les caractéristiques techniques et les conditions de mise en œuvre. Le cas échéant, la production de l'Avis Technique en cours de validité est à privilégier.

Le candidat est réputé accepter sans aucune modification ni réserve les termes de la totalité des pièces du DCE de l'appel d'offre. Seuls les exemplaires originaux conservés par l'UGECAM ALSACE font foi.

Important : Le candidat est tenu de vérifier les quantités de la DPGF indiqués dans la colonne « Quantités ».

En cas de contestation, merci de prévoir la remise d'un mémoire justificatif séparé à joindre à l'offre. L'analyse du prix sera faite sur la base des quantités modifiées.

En revanche, une fois l'offre remise, le candidat ne pourra plus élever de contestation à ce sujet.

2.3 Précisions sur la sous-traitance

La sous-traitance est autorisée.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

L'acceptation des sous-traitants déclarés au moment du dépôt de l'offre est conditionnée à la production des pièces citées au stade de la candidature.

Candidature sous forme de DUME : Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

Candidature hors DUME : La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

ARTICLE 3 Conditions de remise de la réponse par voie dématérialisée

Conformément aux articles L2132-2 et R2132-7 CCP, **la remise des plis sous format dématérialisée est OBLIGATOIRE**, sous peine de voir son pli déclaré irrégulier.

Il n'est cependant pas obligatoire de signer électroniquement les documents de candidature et d'offre dès la remise des plis.

Cette signature sera requise pour le(s) candidat(s) placé(s) en position d'attributaire(s), dans les conditions visées ci-après.

3.1 Conditions de remise des plis dématérialisés

Conformément à l'article R2132-7 CCP, les candidats remettent obligatoirement leur proposition de façon dématérialisée, avant la date et l'heure limites de réception des offres fixées au présent RC.



Les offres dématérialisées qui sont transmises après les date et heure limites fixées ci-dessus seront considérées hors délai et seront éliminées, conformément à l'article R2143-2 CCP.

Les offres dématérialisées dont l'accusé de réception par la plateforme est délivré moins de 30 minutes après les date et heure limites fixées ci-dessus pourront faire l'objet d'une investigation complémentaire :

- Le candidat concerné fera l'objet d'une demande visant à déterminer si l'empreinte de dépôt de l'offre est antérieure à la date de l'accusé de réception de la plateforme
- Si le candidat répond de manière positive, le support technique de la plateforme de dématérialisation sera saisi afin de vérifier l'heure de l'empreinte de dépôt de l'offre. En cas de réponse positive de la plateforme, l'offre du candidat sera réintégrée au sein des offres recevables.

3.2 Conditions de remise d'une « copie de sauvegarde »

Les seuls plis de type « papier » acceptés sont ceux qui constituent une « copie de sauvegarde », dont les conditions de remise sont précisées dans l'annexe 1 au présent règlement de consultation.

La validité d'une copie de sauvegarde suppose impérativement le dépôt d'une offre dématérialisée.

Il s'agit d'une copie de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées à l'article 2.II de l'annexe 6 du CCP, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Le dépôt d'une copie de sauvegarde sans dépôt d'offre dématérialisé rendra le pli irrecevable.

3.3 Plis sous format papier à partir du 1^{er} Octobre 2018

Conformément aux articles R2132-7 et R2151-1 CCP, **toutes les offres reçues sous format papier à partir du 1^{er} Octobre 2018 seront déclarées irrégulières**, sauf s'il s'agit d'une copie de sauvegarde de la réponse électronique reçue par l'acheteur.

ARTICLE 4 Critères de sélection des candidatures et des offres

4.1 Sélection des candidats

Seules les candidatures complètes et présentant les renseignements indispensables à une évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront examinées.

■ **40 % sur le prix selon la formule Prix de l'offre le plus basse x 40**

Prix de l'offre analysée

■ **55 % la valeur technique comprenant les sous critères suivant :**

- **Moyens humains : 10% :**
 - L'entreprise présente les moyens humains mis à disposition du chantier : présentation du rôle et des compétences de chacun, les CV, le nombre d'effectifs et un organigramme chantier.
Nombre de page maximum : 5 pages (hors CV)
- **Respect du planning : 15% :**
 - L'entreprise détaille son offre vis-à-vis du planning DCE
Nombre de page maximum : 2 pages (hors planning)
- **Mode opératoire pour intervention en site occupé : 15% :**
 - L'entreprise indique sa méthodologie de travail et sa gestion des interactions vis-à-vis de la réalisation des prestations en site occupé.
Nombre de page maximum : 5 pages
- **Gestion des nuisances : 10% :**
 - L'entreprise détaille les nuisances (bruits, odeur, poussière, ...) qu'elle générera et les solutions qu'elle apporte pour réaliser des travaux en site occupés en limitant au maximum la gêne des occupants (milieu hospitalisé) et pour répondre aux exigences du maître d'ouvrage (en matière d'hygiène notamment)
Nombre de page maximum : 5 pages
- **Hygiène du chantier : 5% :**
 - Il sera également indiqué les moyens mis en œuvre pour assurer la propreté du site (intérieur et extérieur du bâtiment)
Nombre de page maximum : 2 pages

■ **05 % RSE, développement durable comprenant les sous critères suivant :**

Ce critère vise à apprécier l'engagement du prestataire en matière de responsabilité sociétale et environnementale.

Seront notamment évalués : la stratégie mise en place, les actions concrètes réalisées et les engagements dans le cadre strict de ce marché, incluant notamment le traitement des déchets, le type de véhicule utilisé, la provenance et le lieu de stockage du matériel installé... Il ne sera pas pris en compte une seule présentation générale de la politique de l'entreprise.

Le prix sera noté de la manière suivante :

- L'offre la moins chère reçoit la note maximum.
- Les autres offres sont notées de la manière suivante : montant de l'offre la moins chère / montant de l'offre analysée X note maximum.

Les critères de valeur technique et RSE seront notés de la manière suivante (voir pondération ci-dessus, par lot)

- **0 point** : absence de réponse
- **30 points** : élément peu renseigné ou incomplet
- **60 points** : élément renseigné, mais peu adapté au chantier
- **90 points** : respect strict du marché et adapté au projet
- **100 points** : proposition apportant un « plus » utile au marché

Ces critères seront évalués à partir du « mémoire technique » et des « fiches techniques » fournis par le candidat dans son offre.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la Commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 5 Négociations

A l'issue de l'analyse des offres, les offres seront classées par ordre décroissant. L'UGECAM Alsace se réserve la possibilité de lancer des négociations avec les TROIS candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes, suite à un premier classement des offres.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Les courriers de négociations seront transmis via le site du Profil acheteur, et par convocation à un entretien de négociation dans les locaux de l'UGECAM Alsace.

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise via le site du Profil acheteur, et ce dans le délai fixé lors de la négociation invitant le candidat à améliorer son offre.

Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer l'UGECAM Alsace.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des trois offres modifiées ou non, sera présenté à l'UGECAM Alsace et fera l'objet d'un dernier classement. A l'issue de la négociation, les offres qui seront restées inacceptables ou irrégulières ne seront pas retenues.

Les nouvelles offres et toute communication seront transmises via le Profil Acheteur de l'UGECAM Alsace.

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire du marché.

Même si la négociation est prévue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer ce marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation peut notamment porter sur les prix, les solutions proposées, les compétences mises en œuvre, les modalités d'exécution, les conditions économiques, les matériaux, la qualité des services, les garanties de bonne exécution du marché, les engagements en lien avec le développement durable...

ARTICLE 6 Attribution et notification

6.1 Documents à remettre avant attribution

Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 7 jours francs à compter de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur les attestations imposées par la réglementation.

L'offre la mieux classée sera retenue, le cas échéant à titre provisoire, en attendant que le soumissionnaire retenu produise, si ces derniers n'ont pas été remis avec le dossier de candidature, les documents, attestations et certificats prévus à l'article R2144-1 à R2144-4, et le cas échéant, R2144-7 CCP. Le soumissionnaire retenu signe l'acte d'engagement du marché, ses annexes et tout autre document dont la signature aura été requise, dans les conditions visées à l'article 5.2. Le soumissionnaire retenu devra fournir les certificats sociaux et fiscaux de l'année en cours exigés en vertu de l'article R2143-7 et de l'annexe 4 du CCP, ainsi que les pièces mentionnées à l'article R2143-8 CCP, relative aux pièces prévues par le code du travail.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et R2143-6 à R2143-9 CCP ou en cas de refus de produire ces pièces, le marché ne peut être attribué au candidat.

En ce cas le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents.

Pour des raisons pratiques, il est vivement conseillé aux candidats de fournir dès la remise de leur offre les documents mentionnés ci-dessus.

6.2 Notification du marché

La signature et la notification du marché auront lieu sous forme dématérialisée via la plateforme PLACE.

ARTICLE 7 Obligation de visite

Préalablement au dépôt de l'offre, le soumissionnaire devra impérativement visiter les locaux. Il est prévu 2 jours de visites, aux dates suivantes :

- Mardi 03/02/2026 à 09H00 ;
- Mardi 10/02/2026 à 09H00 ;

Le soumissionnaire signalera impérativement sa présence à l'une des trois visites maximums, en amont de celles-ci (2 jours ouvrés avant).

Le point de contact est Didier HABER via le mail : didier.haber@ugecam.assurance-maladie.fr mettre en copie également Laura MATHIEU via le mail : laura.mathieu@ugecam.assurance-maladie.fr.

Les questions éventuelles suite à ces visites seront à poser uniquement sur le site de dématérialisation PLACE.

Aucune question ne pourra être posée oralement durant les visites.

Pour chaque société, il ne sera accepté que deux personnes lors de la visite.

Un certificat de visite sera remis, en conclusion à la visite, qui devra obligatoirement être joint à l'offre du candidat.

Toute offre ne satisfaisant pas à cette obligation sera considérée comme non conforme.

ARTICLE 8 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements qui leur sembleraient nécessaires, les opérateurs économiques doivent adresser une demande par le biais exclusif de la plateforme de dématérialisation des échanges, sur la plateforme PLACE.

L'accès à la rubrique « questions/réponses » de la présente consultation nécessite une inscription préalable sur ce site.

Aucune question par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que via la plateforme de dématérialisation ne sera prise en compte.

Date limite de dépôt des questions par les opérateurs économiques : **18 février 2026 à 15h00**

Date limite de réponse : **27 février 2026 à 15h00**

ARTICLE 9 Recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal judiciaire
Rue du Général Fabvier
54035 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 90 85 00
Fax : 03 83 27 49 84
tj-nancy@justice.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal judiciaire
Rue du Général Fabvier
54035 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 90 85 00
Fax : 03 83 27 49 84
tj-nancy@justice.fr

Médiation : En cas de désaccord, il est possible de saisir le médiateur des entreprises.

Recours possibles : Référé précontractuel et contractuel tels que prévus aux articles L.1441-1 et suivants du code de procédure civile selon les articles 2 et 11 de l'ordonnance n°2009-515 du 07 mai 2009.